

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80
Présents : 42
Pouvoirs : 15

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 21 FEVRIER 2019 A 20H00

Délibération CT2019/02/21-16 – Modification de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) à la ville de Rosny-sous-Bois dans le cadre du projet 21, rue des Deux Communes

Rapporteur : Claude CAPILLON, 1^{er} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 15 février 2019

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BOUCHER Martine, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GUILBERT Georges, HAEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTINACHE François, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AMOZIGH Joëlle (pouvoir à MAHEAS Jacques), AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader, BLUTEAU Jean-Michel, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale, BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CADORET Henri (pouvoir à TEULET Michel), CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle (pouvoir à ALLEMON Eric), DESHOGUES Monique (pouvoir à CAPILLON Claude), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GAUTHIER Christine (pouvoir à COPPI Katia), GENESTIER Jean-Michel (pouvoir à RATEAU Chantal), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole, MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à AMORE Félicité), MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à LEMOINE Xavier), MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, METTEIL Magali (donne pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), MIERSMAN Michel (pouvoir à EPINARD Serge), MILOTI Donni, PELISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à DALLIER Philippe), TAYEBI Samira (pouvoir à DELORMEAU Christine), THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. BARTH Franck

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.211-2, dans sa rédaction issue de la loi précitée du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté qui prévoit que *« la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou d'un établissement public territorial créé en application de l'article L.5219-2 du code général des collectivités territoriales, ainsi que celle de la Métropole de Lyon en matière de plan local d'urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain »*,

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Rosny-sous-Bois en date du 18 février 2016 instituant le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et naturelles du territoire,

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Rosny-sous-Bois en date du 18 février 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé sur la copropriété du 21 rue des Deux Communes,

VU la délibération n°CT2017/02/28-09 en date du 28 février 2017 par laquelle le Conseil de territoire donné délégation au Président pour l'exercice du droit de préemption urbain, ainsi que, plus largement, l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, dont l'EPT est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme sur l'ensemble des territoires où il est institué, sauf dans les périmètres sur lesquels des délégations permanentes ont été consenties par les communes avant le transfert de la compétence droit de préemption urbain à l'EPT, ainsi que pour déléguer lui-même l'exercice de ces droits,

VU la délibération n°CT2017/03/28-23 en date du 28 mars 2017 par laquelle le Conseil de territoire donne délégation à la commune de Rosny-sous-Bois pour l'exercice du droit de préemption urbain, ainsi que, plus largement, l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, dont l'EPT est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme sur les zones de la commune de Rosny-sous-Bois représentées sur le plan annexé à ladite délibération,

VU la délibération n°12 du Conseil Municipal de la commune de Rosny-sous-Bois en date du 20 décembre 2018 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF et la Ville de Rosny-sous-Bois,

VU l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF et la Ville de Rosny-sous-Bois intégrant la parcelle AX64 de la copropriété du 21 rue des Deux Communes dans le périmètre d'intervention foncière,

VU le courrier de la Commune de Rosny-sous-Bois en date du 4 janvier 2019 demandant le retrait de la parcelle de la copropriété du 21 rue des deux Communes de la délégation permanente à la Ville de Rosny-sous-Bois du droit de préemption urbain,

CONSIDERANT que l'Etablissement public territorial est, depuis l'entrée en vigueur le 29 janvier 2017 de la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté, compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain,

CONSIDERANT que l'Etablissement public territorial peut déléguer le droit de préemption et le droit de priorité aux personnes mentionnées à l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, et notamment aux communes, pour les missions qui leur sont conférées, et que cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées,

CONSIDERANT l'intérêt de déléguer de façon permanente l'exercice du droit de préemption urbain à la commune de Rosny-sous-Bois sur plusieurs parties des zones sur lesquelles est institué le droit de préemption urbaine, de façon à permettre la continuité des actions qu'elle a engagées et la mise en œuvre de projets relevant de sa compétence,

CONSIDERANT que la commune de Rosny-sous-Bois ne peut subdéléguer son droit de préemption et qu'il convient de retirer la parcelle du 21 rue des Deux Communes de la délégation permanente à la Ville afin de permettre à l'EPFIF, conformément à l'avenant n°2 de la convention d'intervention foncière signée avec la Ville de Rosny-sous-Bois, de finaliser la maîtrise foncière de la copropriété,

CONSIDERANT qu'il convient par conséquent de modifier le périmètre de la délégation consentie par l'EPT à la commune de Rosny-sous-Bois,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE de modifier le périmètre de la délégation consentie à la commune de Rosny-sous-Bois par la délibération n°CT2017/03/28-23, de l'exercice du droit de préemption urbain ainsi que, plus largement, l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, en retirant la parcelle AX64 du périmètre concerné.

DIT que les zones sur lesquelles la délégation permanente de l'exercice du droit de préemption urbain, ainsi que, plus largement, de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité, à la commune de Rosny-sous-Bois s'applique, sont représentées sur le plan annexé à la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 21/02/2019



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédère

05 MARS 2019

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.